

Nous disons non au régime anti-populaire de Loukachenko!

Le président et le gouvernement de la République de Biélorussie continuent de mettre en place des réformes néolibérales qui réduisent avant tout le financement du soutien social pour la population. L'entrée dans l'âge de la retraite fut relevée; tous les trois mois, les tarifs des services communales (chauffage, loyer, eau) seront augmentés; les contrats de travail sont organisés selon le système du travail en régie qui accorde des droits illimités à l'entrepreneur et annule ceux des employés de prendre des décisions, de former des syndicats professionnels, d'organiser des meetings et des grèves. De nouveaux impôts sont introduits continuellement. En avril 2015 le président a signé comme loi le décret n° 3. Ce décret impose aux citoyens de la République de Biélorussie qui n'ont pas été employés dans la production ou dans d'autres activités industrielles, administratives ou économiques pendant 183 jours un impôt d'environ \$230 (à payer une fois par an). En cas de non paiement de cet impôt on est sanctionné d'une amende et d'une arrestation administrative liées aux travaux forcés. Donc, au lieu de créer des emplois supplémentaires, l'État impose des impôts supplémentaires pour les chômeurs et leurs familles. Depuis octobre 2016, il y a des rapports sur les premiers cas de l'application de cette loi. Selon les rapports du contrôle fiscal plus de 400 000 avis d'imposition furent envoyés, ce qui constitue à peu près 10 % de la population active de la République, tandis que le taux officiel de chômage s'élève à 2 % selon le service des statistiques biélorusses.

En décembre 2016, eurent lieu les premières protestations des citoyens, indignés du caractère absurde et anti-populaire du décret. En janvier 2017, des citoyens qui n'étaient pas directement concernés par le décret, mais en colère contre la politique antisociale des autorités, rejoignirent les contestataires. En février et mars, des milliers de personnes ont protesté dans toutes les villes de Biélorussie et les autorités eurent recours à des répressions. Environ 200 personnes partout dans le pays furent arrêtées en février et début mars et frappées d'une amende. Parmi elles trois anarchistes, arrêtés le 9 mars à Brest pendant une manifestation pacifique qui avait été permise par les autorités. Le 15 mars, trois militants du mouvement écologiste et des femmes furent arrêtés pendant une manifestation pacifique à Minsk et après la manifestation, les officiers de sécurité d'État stoppèrent un trolleybus et arrêtèrent 15 anarchistes et des citoyens qui les soutenaient.

Après le 15 mars ont commencé les arrestations de dirigeants de l'opposition sous différents prétextes. Le 20 mars, les autorités mirent en scène une percée de la frontière ukrainienne-biélorusse par des terroristes et essayaient de donner, de cette manière, l'impression d'une menace terroriste. Le 24 mars, de nombreux militants et journalistes furent arrêtés dans le bureau du Parti Vert biélorusse, quand ils étaient en train de collecter des denrées et de l'argent pour les militants arrêtés. Le 25 mars, pendant la manifestation à l'occasion de la journée de liberté, les autorités avaient recours à des troupes internes et des unités spéciales de la police dans les rues de Minsk, équipées de canons à eau. Des militants et des personnes autour qui ne participaient pas à la manifestation, furent arrêtées et battues. Selon différentes estimations, entre 300 et 600 personnes furent arrêtées. La plupart d'entre elles furent déclarées coupables et soumises à des arrestations administratives et des amendes.

Nous suivons la ligne de masse et combattons les décisions anti-populaires du président biélorusse et du gouvernement.

Nous disons non à la tyrannie de la police!

Le pouvoir au peuple travailleur! Signataires (en date du 31/03/2017, d'autres signa-

taires sont possibles):

ORC

Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !

Signataires (en date du 20/05/2017, d'autres signataires sont possibles):

1. MMLPL Moroccan Marxist-Leninist Proletarian Line (Ligne prolétarienne marxiste-léniniste marocaine)
2. CPSA (ML) Communist Party of South Africa (Marxist-Leninist) (Parti communiste d'Afrique du Sud (marxistes-léninistes))
3. PPDS Parti Patriotique Démocratique Socialiste, Tunisie
4. CPB Communist Party of Bangladesh (Parti communiste du Bangladesh)
5. CPI (ML) Red Star Communist Party of India (Marxist-Leninist) Red Star (Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) Etoile Rouge)
6. Ranjbaran Hezb-e Ranjbaran-e Iran (Parti prolétarien de l'Iran)
7. NCP (Mashal) Nepal Communist Party (Mashal) (Parti communiste du Népal (Mashal))
8. NDMLP New-Democratic Marxist-Leninist Party (Parti marxiste-léniniste de démocratie nouvelle), Sri Lanka
9. Krasnyj Klin Gruppya Kommunistov-Revolutionerov „Krasnyj Klin“ (Groupe de révolutionnaires communistes "Krasnyj Klin" [coin rouge]), Bélarus
10. БКП Българска Комунистическа Партия (Parti communiste bulgare)
11. KSC-CSSP Komunistická Strana Československa – Československa Strana Prace (Parti communiste de Tchécoslovaquie - Parti ouvrier tchécoslovaque), République tchèque
12. MLPD Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands (Parti marxiste-léniniste d'Allemagne)
13. KOL Kommunistische Organisation Luxemburg (Organisation Communiste de Luxembourg)
14. RM Rode Morgen (aube rouge), Pays-Bas
15. BP (NK-T) Bolşevik Parti (Kuzey Kürdistan-Türkiye) (Parti bolchévique (Kurdistan du Nord / Turquie))
16. MLGS Marxistisch-Leninistische Gruppe Schweiz (Groupe marxiste-léniniste de Suisse)
17. KSRD Koordinazionnyj Sowjet Rabotschewo Dvizhenija (Conseil de coordination du mouvement ouvrier), Ukraine
18. PR-ByH Partija Rada - ByH (Parti du travail - Bosnie et Herzégovine), Bosnie et Herzégovine
19. PCC-M Partido Comunista de Colombia – Maoista (Parti communiste de Colombie - maoïste)
20. PC (ML) Partido Comunista (Marxista Leninista) (Parti communiste (marxiste-léniniste)), République Dominicaine
21. PC/ML Partido Comunista (Marxista-Leninista) de Panamá (Parti communiste (marxiste-léniniste) du Panama)
22. PCP (independiente) Partido Comunista Paraguayo (independiente) (Parti communiste Paraguayen (indépendant))
23. PML del Perú Partido Marxista Leninista del Perú (Parti marxiste-léniniste du Pérou)
24. PPP Partido Proletario del Perú (Parti prolétarien du Pérou)
25. PS-GdT Plataforma Socialista - Golpe de Timón (Plate forme Socialiste - Changement de direction), Vénézuela